

Message du Président

Développements

Le grand journal économique et financier italien "Il Sole-24 ORE" vient de consacrer, le 28 mai dernier, une page entière à l'arbitrage international. On y relève quelques gros titres, comme "Anche l'Italia gioca la carta dell'arbitrato" ou "L'estero dà il buon esempio", avec par exemple l'indication qu'il existe dans le monde plus de 250 organismes, spécialisés ou généraux, voués au règlement des litiges commerciaux. On y apprend, surtout, l'importante initiative prise par la Chambre de Commerce de Milan de créer deux organismes (1) une "Camera Arbitrale Nazionale e Internazionale" et (2) un "Istituto Internazionale per la Promozione della Cultura Arbitrale".

C'est là une nouvelle preuve du dynamisme des milieux économiques italiens, dont on sait l'appui qu'ils donnent déjà à l'active "Associazione Italiana per l'Arbitrato" et à ses publications. Ce dynamisme des cercles économiques, juridiques et politiques italiens, qui s'est manifesté naguère par la rapide réforme du Code de procédure civile par la loi du 9 février 1983 *, ne s'arrête pas là puisqu'ils ont soutenu la récente Conférence de Bologne de l'ICCA ** où, à côté de nombreux praticiens et hommes d'affaires,

* Voir à ce sujet Bulletin ASA 1983, N° 2, p. 33

** A ce sujet, voir ci-dessous p.175

on remarquait de nombreux représentants de la Haute Magistrature italienne et de l'Université. On y a appris que nos amis italiens envisagent, avec pleine raison, de faire un effort particulier, avec le Centre de Milan, non seulement pour l'accueil administratif et technique des arbitrages et pour l'amélioration des dispositions législatives et fiscales, mais aussi pour la formation des arbitres et des praticiens en général. Ceci avec le concours actif de l'Université et, sans doute, d'organismes existants spécialisés dans cette sorte de formation permanente.

Qu'il s'agisse de la création de centres ou instituts d'arbitrages, qu'il s'agisse de modernisations législatives ou d'évolutions jurisprudentielles, un peu partout l'actualité nous apporte, ainsi, quasi quotidiennement, de nouveaux témoignages de l'importance grandissante de l'arbitrage, notamment international. Quant à la littérature juridique, on sait qu'elle croît en volume, sinon en qualité, dans des proportions effrayantes, photocopieuses, traitement de textes et autres techniques favorisant ici les compilations de circonstance.

L'arbitrage devenant un "business", les mêmes appétits commerciaux se manifestent, bien entendu, hors du domaine de l'édition, par la prolifération de ce que Werner Melis appelait fort à propos, à Bologne, les "pseudo-institutions", dont les noms ont été astucieusement choisis pour impressionner les naïfs ou créer la confusion avec des organismes existants et sérieux. Sur ce thème, comme sur le précédent, il nous faudra sans doute revenir.

Comment s'y retrouver dans tous ces développements, dignes d'intérêt ou non, sérieux ou "pathologiques", comment "séparer le bon grain de l'ivraie", comment, sur un "marché" de plus en plus concurrentiel, protéger le consommateur contre la publicité mensongère? Ces questions se posent, et se poseront de plus en plus, à tous les utilisateurs et tous les praticiens de l'arbitrage.

Pierre Lalive